



Conseil économique et social

Distr. générale
27 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Sixième réunion

La Haye, 8-10 novembre 2010

Point 7 a) de l'ordre du jour

Programme d'aide: rapport sur l'état d'avancement des activités menées dans le cadre de la phase préparatoire et de la phase d'exécution du Programme

Rapport sur l'état d'avancement du Programme d'aide

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1-4	2
I. Phase préparatoire sur la période 2009-2010.....	5-18	2
A. Conseils sur l'exécution des tâches fondamentales	6-15	2
B. Résultats de la phase préparatoire	16-18	4
II. Phase d'exécution sur la période 2009-2010	19-63	4
A. Activités de renforcement des capacités en fonction des besoins	20-54	4
B. Indicateurs et critères utilisables dans la mise en œuvre de l'approche stratégique pour le Programme d'aide.....	55-57	10
C. Résultats de la phase d'exécution.....	58-63	10
Annexe		
Ressources allouées au Programme d'aide au cours de la période 2009-2010		12

Introduction

1. Le présent document contient le rapport établi par le Bureau et le Groupe de travail de l'application sur l'état d'avancement des activités menées dans le cadre du Programme d'aide pour 2009-2010, conformément à la demande formulée par la Conférence des Parties à sa cinquième réunion en 2008 (ECE/CP.TEIA/19, par. 50 d) et 78 i)).
2. Le Programme d'aide a été adopté par la Conférence des Parties à sa troisième réunion (Budapest, 27-30 octobre 2004 (ECE/CP.TEIA/2004/2)). Le Programme a été lancé dans le but d'aider les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et d'Europe du Sud-Est à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent pour appliquer la Convention, et en particulier à appuyer l'adoption des mesures nécessaires visées par la Convention.
3. Le Programme d'aide comprend deux phases: une phase préparatoire et une phase d'exécution. Pendant la phase préparatoire, les pays doivent exécuter les tâches fondamentales et rendre compte de leur exécution lorsqu'ils reçoivent la visite d'une mission d'études. Pendant la phase d'exécution, les pays ayant réussi à exécuter les tâches fondamentales peuvent participer aux activités d'aide tendant à l'exécution des tâches plus complexes demandées par la Convention¹.
4. Au début de 2009, 10 pays avaient été admis à participer à la phase d'exécution: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, République de Moldova, et Ukraine. Six pays – Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kirghizistan, Monténégro, Ouzbékistan et Tadjikistan – n'étaient pas prêts à l'époque à démontrer leur capacité à exécuter les tâches fondamentales.

I. Phase préparatoire sur la période 2009-2010

5. Les activités destinées à guider les pays dans l'exécution des tâches fondamentales ont été poursuivies en 2009-2010. Deux sortes d'activités ont été organisées, à savoir: des missions de sensibilisation, à la demande de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine; et des visites de haut niveau, effectuées au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan.

A. Conseils sur l'exécution des tâches fondamentales

1. Missions de sensibilisation

6. Des missions de sensibilisation ont été organisées, respectivement, les 20 et 21 mai 2009 en Albanie et les 22 et 23 septembre 2009 en Bosnie-Herzégovine.
7. Les équipes, conduites par M^{me} Jasmina Karba (Slovénie), ont rencontré des représentants des autorités aux niveaux national et local en charge des questions liées à la Convention. Les membres des équipes ont mis l'accent sur les dispositions fondamentales de la Convention et les mesures à prendre pour les appliquer. Ils ont par ailleurs présenté des exemples empruntés à leurs propres pays de même que des bonnes pratiques sur la manière d'appliquer la Convention.

¹ Pour de plus amples informations, se reporter au Rapport sur les résultats de la phase préparatoire du Programme d'aide (ECE/CP.TEIA/2006/3) et au Rapport sur l'état d'avancement du Programme d'aide (ECE/CP.TEIA/2008/4).

8. Ils ont aussi fourni des conseils pour l'établissement des documents à présenter au Bureau de la Conférence des Parties, en indiquant notamment que l'état d'avancement de l'exécution des tâches fondamentales visées par la Convention (le rapport) et les mesures devant être prises par chaque pays pour exécuter les tâches restant à effectuer (le plan d'action) doivent être décrits. Il a également été expliqué aux représentants des pays que c'est sur ces deux documents que le Bureau fonderait sa décision d'admettre ou non les pays en question à participer à la phase d'exécution du Programme d'aide.

9. L'Albanie a soumis un rapport détaillé et un plan d'action qui ont été favorablement accueillis par le Bureau et ont valu à l'Albanie d'être admise à participer à la phase d'exécution.

10. La Bosnie-Herzégovine n'a soumis qu'un plan général d'action. Après l'avoir examiné, le Bureau a conclu qu'il ne contenait pas suffisamment d'informations permettant de déterminer si le pays avait exécuté toutes les tâches fondamentales et il a demandé des précisions. (Ces informations ne lui avaient pas été communiquées au moment de la rédaction du présent rapport.) Parallèlement, le Bureau a pris note de l'organisation très complexe du pays, et du cadre institutionnel et du processus de prise de décisions compliqués qui en résultent, ce qui entravait le bon déroulement des différentes activités. En outre, il a noté que le fait que seul un nombre relativement restreint de fonctionnaires au Ministère du commerce extérieur et des relations économiques étaient responsables des activités imposées par la Convention pouvait aussi être un obstacle pour obtenir tous les résultats demandés. Le Bureau a donc décidé de suivre la situation et de fournir une aide selon les besoins.

2. Visites de haut niveau en Asie centrale

11. Le Bureau a décidé d'organiser des visites de haut niveau au Kirghizistan (18 février 2010), au Tadjikistan (16 février 2010) et en Ouzbékistan (18 et 19 janvier 2010).

12. Afin de pérenniser l'engagement de ces pays à appliquer la Convention, ces visites devaient permettre aux représentants des pays et aux représentants des organes chargés de l'application de la Convention de parvenir à une communauté de vues sur leurs besoins réciproques et la façon dont les pays pourraient procéder à l'avenir. Ces visites ont également fourni aux représentants des points de contact l'occasion de suivre une formation à l'utilisation de l'application en ligne du Système de notification des accidents industriels de la CEE.

13. Les équipes, dirigées par M. Chris Dijkens (Pays-Bas), Président de la Conférence des Parties, ont rencontré des représentants des autorités suivantes: en Ouzbékistan, le Ministère des situations d'urgence; au Kirghizistan, le Ministère des ressources naturelles et le Département de la sécurité industrielle qui en dépend, ainsi que le Ministère des situations d'urgence; au Tadjikistan, le Comité des situations d'urgence et de la défense civile.

14. Des représentants de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan se sont engagés à renforcer l'application de la Convention et ont réaffirmé leur désir de participer à la phase d'exécution du Programme d'aide. Ces deux pays ont montré qu'ils avaient effectué les tâches fondamentales restant à accomplir, à savoir: désigner une autorité chargée de la notification des activités dangereuses aux pays voisins et de la mise en place du système de notification des accidents industriels de la CEE. Leurs représentants devaient indiquer officiellement par courrier que les tâches fondamentales avaient été accomplies. Au moment de l'établissement du présent document, seule la lettre de l'Ouzbékistan était parvenue au secrétariat. Cette lettre ayant été favorablement accueillie par le Bureau, l'Ouzbékistan a été admis à participer à la phase d'exécution.

15. Bien qu'ayant exprimé leur intérêt pour le Programme d'aide, les représentants du Kirghizistan n'ont pas été en mesure de démontrer à l'équipe en mission que la tâche fondamentale qu'ils devaient exécuter – à savoir mettre en place le Système de notification des accidents industriels – avait été accomplie. Il a été convenu qu'une lettre contenant les informations pertinentes serait adressée au Bureau. Malheureusement, les troubles politiques au Kirghizistan ont ralenti les échanges avec les autorités et le Bureau n'a pas encore reçu de lettre.

B. Résultats de la phase préparatoire

16. Le nombre de pays participant à la phase préparatoire du Programme d'aide étant plus faible, au cours de l'exercice biennal 2009-2010 le rythme auquel les pays ont achevé la phase préparatoire et entamé la phase d'exécution s'est naturellement ralenti. Deux pays, l'Albanie et l'Ouzbékistan, ont commencé à participer à la phase d'exécution du Programme d'aide après avoir accompli leurs tâches fondamentales. Trois autres pays – Bosnie-Herzégovine, Kirghizistan et Tadjikistan – doivent encore démontrer qu'ils ont achevé leurs tâches fondamentales avant d'être admis à passer à la phase d'exécution.

17. On s'attend à ce que le Kirghizistan et le Tadjikistan soient bientôt en mesure d'informer le Bureau qu'ils ont exécuté les tâches fondamentales leur restant à accomplir, ce qui leur permettrait d'être admis à participer à la phase d'exécution. Le secrétariat, conformément à la demande du Bureau, suivra la situation dans ces trois pays et il est prêt à les aider, si nécessaire.

18. Au mois d'août 2010, 14 pays avaient été admis à participer à la phase d'exécution du Programme d'aide.

II. Phase d'exécution sur la période 2009-2010

19. Les travaux pendant la phase d'exécution sur la période 2009-2010 ont été centrés sur: a) l'organisation d'activités de renforcement des capacités en fonction des besoins, conformément à la demande des participants et avec l'aval du Bureau et du Groupe de travail de l'application; et b) l'élaboration d'indicateurs et de critères pour la mise en œuvre de l'approche stratégique (présentée pour adoption à la Conférence des Parties dans le document intitulé «Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels» (ECE/CP.TEIA/2010/6)).

A. Activités de renforcement des capacités en fonction des besoins²

20. Alors que sur la période 2007-2008 les activités d'aide avaient été organisées en fonction des besoins recensés au cours des missions d'études, au cours de la période 2009-2010 les domaines dans lesquels une aide est requise ont été déterminés par les pays demandeurs.

21. Sur la période 2009-2010, cinq activités de renforcement des capacités en fonction des besoins ont été organisées par les pays jusqu'à présent: i) une session de formation aux approches intégrées de la prévention des risques majeurs; ii) un projet intéressant la

² Pour de plus amples informations sur les activités dont il est rendu compte dans le présent document, se reporter aux comptes rendus des activités qui ont été affichés sur les pages correspondantes du site Internet de la Convention. Les comptes rendus seront également distribués pendant la réunion de la Conférence des Parties sous forme de documents de séance.

Bulgarie, la Roumanie et la Serbie et portant sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant des déversements de substances dangereuses dans le Danube; iii) une session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité; iv) une session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses en République de Moldova; et v) une session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.

1. Session de formation aux approches intégrées à l'égard de la prévention des risques majeurs

22. C'est la République de Moldova qui a demandé que soit organisée une session de formation aux approches intégrées à l'égard de la prévention des risques majeurs, à la suite de l'atelier sur le renforcement des mesures de sécurité dans le cadre des activités dangereuses (Vadul-lui-Voda, République de Moldova, 13 et 14 décembre 2007). La session de formation a été organisée à Prague (République tchèque), du 11 au 13 février 2009, sous l'égide de la République tchèque et avec une aide financière complémentaire des Pays-Bas.

23. L'objectif était de passer en revue et d'étudier les améliorations pouvant être apportées aux approches administratives dans les pays d'Europe du Sud-Est et d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale dans le domaine de la prévention des risques majeurs et de la gestion des crises, compte tenu en particulier de l'expérience de la République tchèque en la matière.

24. Ont participé à la session de formation des représentants de différentes autorités des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, République de Moldova, Serbie et Ukraine. La formation était animée par des experts de la République tchèque, avec l'aide d'experts de Pologne et d'Allemagne.

25. Les participants ont été informés des difficultés qu'ils pourraient avoir à surmonter pour assurer la sécurité dans les installations dangereuses. Ils ont également profité de l'expérience de la République tchèque et se sont familiarisés avec la solution adoptée: une approche intégrée des risques majeurs.

26. Il était clair pour les participants que la législation constituait un élément clef pour la mise en œuvre d'un système efficace de prévention des risques majeurs. La législation devait donc être révisée en vue de resserrer la coopération entre les différents acteurs concernés et d'éviter le chevauchement des responsabilités.

27. Les participants ont également reconnu l'importance d'une culture de la sécurité qui fait partie intégrante de la prévention des accidents industriels. Ils ont également pris davantage conscience des difficultés que pose l'introduction d'une telle culture dans leurs pays et entre exploitants d'installations dangereuses.

28. Au niveau transfrontière, l'attention a été appelée sur le fait que la coopération internationale était effectivement très utile, de même que l'échange de bonnes pratiques, en particulier pour améliorer la gestion commune des situations d'urgence transfrontières. À cet égard, les pays ont manifesté leur intérêt pour l'organisation d'exercices destinés à tester les systèmes d'intervention transfrontières et ont indiqué qu'ils pourraient avoir besoin d'une aide pour ce faire.

29. Par contre, les pays étaient disposés à prendre seuls des mesures afin d'harmoniser les activités entre les autorités ou à engager des discussions au niveau national pour déterminer quelles autorités assureraient la coordination de la prévention des risques majeurs.

30. Les participants ont également indiqué qu'ils avaient besoin d'une aide dans d'autres domaines, comme l'élaboration d'une législation efficace; la révision de la législation en vigueur et/ou des procédures opérationnelles; les activités visant à promouvoir une culture de la sécurité; et l'encouragement de la coopération transfrontière. Les représentants des pays participants souhaitaient en outre disposer de repères pour évaluer la mesure dans laquelle la Convention était appliquée.

2. Projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie et portant sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant des déversements de substances dangereuses dans le Danube

31. Un projet pilote a été organisé à la demande de la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie afin d'améliorer leur préparation aux situations d'urgence et de renforcer leurs capacités d'intervention conjointe face à une éventuelle situation d'urgence dans un contexte transfrontière sur le Danube. Le Ministère italien de l'environnement, du territoire et de la mer a appuyé le projet sur la gestion commune des situations d'urgence concernant des déversements de substances dangereuses dans le Danube. Le projet comportait quatre phases:

a) Une réunion de lancement (Bucarest, 17 et 18 mars 2009) consacrée à l'examen de l'exécution du projet et du partage des responsabilités entre les partenaires;

b) Un atelier technique (Drobeta Turnu-Severin, Roumanie, 16-18 juin 2009) pour débattre de l'organisation de la gestion des crises dans les pays partenaires ainsi que des données d'expérience et des bonnes pratiques émanant des autres pays, de même que de l'organisation d'un exercice sur le terrain sur la base d'un scénario général convenu d'un commun accord;

c) Un exercice sur le terrain suivi d'un atelier d'évaluation (Prahovo, Serbie, 24 et 25 septembre 2009) pour mettre à l'essai les procédures de gestion des crises des pays partenaires et analyser les résultats de l'exercice au cours d'un atelier d'évaluation³; et

d) Un atelier final (Sofia, Bulgarie, 17 et 18 novembre 2009), pendant lequel l'expérience acquise pendant les diverses phases du projet a été débattue et partagée avec des représentants d'autres pays participant à la phase d'exécution du Programme d'aide.

32. Le projet était soutenu par ICARO Ltd., société de conseil, et par les institutions suivantes: la Commission internationale pour la protection du Danube; le Ministère néerlandais du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement; le Service national polonais des pompiers; et la Direction nationale de la protection et des secours de Croatie.

33. Dans le cadre de ce projet, les pays devaient, entre autres, prendre des décisions sur les points suivants: a) les capacités du personnel national pour faire fonctionner des systèmes de notification; b) le choix du lieu des interventions; et c) la communication entre les forces d'intervention et le personnel de gestion des crises.

34. Les trois pays ont conclu que, même si les systèmes d'intervention nationaux à l'intérieur de chaque pays et la gestion des situations d'urgence s'avéraient efficaces en cas d'accident, la coordination et la coopération transfrontières avaient besoin d'être améliorées.

³ Les pays partenaires ont identifié un site de stockage de pétrole situé sur la rive du Danube à Prahovo (Serbie) qui pourrait éventuellement être la source d'effets transfrontières en cas d'accident. L'installation a accepté de participer à l'exercice.

35. Les trois pays sont tombés d'accord sur des mesures à court et à long terme, qui leur permettraient, entre autres, de renforcer encore davantage la coopération entre les représentants des différents ministères au sein des pays, ainsi qu'entre les autorités locales et régionales.

36. Le projet et l'exercice sur le terrain ont également permis aux participants d'acquérir une expérience et des informations précieuses grâce auxquelles ils ont pu déterminer la meilleure méthode pour diviser la zone du Danube en secteurs de responsabilité de manière à intervenir de façon plus efficace.

37. Le projet a aussi permis aux pays d'évaluer leur degré d'efficacité dans l'utilisation du système de notification des accidents industriels de la CEE et du système des centres internationaux d'alerte principaux de la Commission internationale pour la protection du Danube. Les trois pays ont été confrontés à des difficultés et à des carences en utilisant les deux systèmes. Ils ont donc décidé de rédiger des conclusions devant être présentées à la Consultation des points de contact sur les changements pouvant être apportés au Système de notification des accidents industriels. Les pays sont également convenus d'organiser régulièrement des exercices de notification.

38. Pendant la dernière phase du projet, d'autres pays admis à passer à la phase d'exécution du Programme d'aide ont participé. Ils ont ainsi pu tirer des enseignements des résultats obtenus par la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie et comparé ces résultats à leurs propres pratiques.

3. Session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité

39. La session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité, tenue à Belgrade (Serbie) du 8 au 10 février 2010, a été organisée à la demande de la Croatie et de la Serbie. À la suite de la session de formation tenue à Prague sur une approche intégrée à l'égard de la prévention des risques majeurs, les deux pays ont déterminé qu'il était nécessaire d'organiser une formation à l'évaluation des rapports de sécurité dans le cadre des régimes de sécurité. L'ex-République yougoslave de Macédoine a aussi été invitée à se joindre au projet. L'Allemagne était le principal donateur et pays soutenant le projet.

40. Le principal objectif du projet était de développer les connaissances des autorités publiques des pays participants en matière d'évaluation des rapports de sécurité dans le cadre d'un régime de sécurité.

41. Les participants, avec l'aide de consultants, ont examiné le contenu d'un régime de sécurité, ainsi que les démarches, le contenu et les méthodes pour l'évaluation des rapports de sécurité. Ils ont établi une liste de points à vérifier pour les rapports de sécurité et ont discuté de la manière dont celle-ci pourrait être traduite en lignes directrices pour les exploitants d'installations dangereuses devant établir de tels rapports.

42. Les participants se sont félicités de l'élaboration d'une liste de contrôle, car elle permettrait au personnel des autorités compétentes de mieux comprendre et d'évaluer le contenu des rapports de sécurité. L'établissement de cette liste permettait aussi aux participants de se rendre compte qu'il pourrait être utile de développer la formation à l'évaluation des risques.

43. Les participants ont également apprécié la présentation indiquant ce que devrait être le contenu d'un régime de sécurité et la nécessité de l'appliquer intégralement et ils ont mis en lumière certaines des difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans sa mise en œuvre.

44. Les représentants des trois pays sont également convenus que la liste de contrôle serait par ailleurs élaborée par chaque pays afin qu'il l'adapte à sa législation nationale de manière à améliorer le régime de sécurité. Il a par ailleurs été convenu que les opérateurs

auraient également besoin de bénéficier d'une formation à l'établissement des rapports de sécurité.

45. Les pays ont également exprimé le vœu, puisque l'application des régimes de sécurité couvrirait à la fois l'évaluation des rapports de sécurité et les inspections sur place, qu'une activité faisant suite au projet soit organisée sur l'utilisation de la méthode de la liste de contrôle pendant une inspection sur place. Les participants pourraient alors étudier comment la méthode de la liste de contrôle pourrait aussi être adaptée pour les inspections sur place.

4. Sessions nationales de formation à l'identification des activités dangereuses pour la République de Moldova et l'ex-République yougoslave de Macédoine⁴

46. Les experts de la République de Moldova, après avoir assisté à la session de formation à l'identification des activités dangereuses (à Minsk au Bélarus, les 21 et 22 octobre 2008), ont jugé qu'il était nécessaire d'organiser une session nationale de formation pour leur pays. De la même manière, l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui n'avait été admise à participer à la phase d'exécution qu'en novembre 2008 et n'avait donc pas été en mesure de participer à la session de formation à Minsk, a elle aussi souhaité pouvoir bénéficier d'une telle formation.

47. Les deux pays ont ensuite demandé au Bureau que soient organisées des sessions nationales de formation à l'identification des activités dangereuses. Les sessions de formation se sont tenues, respectivement, les 9 et 10 mars 2009 à Chisinau pour les experts moldaves et les 23 et 24 mars à Skopje pour les experts macédoniens et elles ont été animées par des consultants.

48. Les deux sessions de formation visaient à renforcer les connaissances des experts et inspecteurs nationaux en matière d'identification des activités dangereuses et à donner aux pays les moyens de constituer un mécanisme durable d'identification des activités de ce genre.

49. Les participants à la session de formation ont acquis des connaissances sur les aspects suivants:

- a) Les modalités d'application de l'annexe I de la Convention et des directives relatives au critère de l'emplacement géographique à l'identification des activités dangereuses;
- b) Les différences entre l'annexe I de la Convention et l'annexe I de la directive Seveso II⁵;
- c) Les bonnes pratiques et l'expérience d'autres pays dans le domaine de l'identification des activités dangereuses;
- d) Des informations utiles, par exemple sur les outils permettant d'obtenir via l'Internet les renseignements nécessaires.

50. Les sessions nationales de formation ont aussi permis aux autorités et opérateurs nationaux participant aux activités d'améliorer leurs échanges d'informations sur la nécessité et la raison d'être d'une bonne identification des activités dangereuses, ce qui pourrait constituer un bon point de départ pour une coopération future.

⁴ Les deux sessions nationales de formation sont traitées ensemble dans le présent document, bien qu'elles se soient tenues séparément.

⁵ Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant les substances dangereuses, telle qu'amendée par la Directive 2003/105/CE.

51. Les deux pays ont conclu en indiquant que des textes législatifs de base concernant l'identification des activités dangereuses avaient déjà été adoptés, tandis qu'il fallait élaborer et/ou renforcer des textes d'application.

52. En outre, dans les deux cas, les experts ont conclu que les différentes autorités compétentes devraient travailler en collaboration à l'intérieur de chaque pays. L'idéal serait de mettre en place un cadre juridique permettant d'appliquer une approche intégrée, complétée par un mécanisme harmonisé de collecte d'informations, pour les inspections et pour l'octroi des permis, ce qui éviterait le chevauchement des compétences et des responsabilités des différentes autorités. Un soutien extérieur serait nécessaire à cette fin.

53. Les pays sont également convenus d'élaborer des directives nationales pour l'identification des activités dangereuses visées par la Convention. Ces directives, que les pays se sont engagés à préparer d'ici à septembre 2010, constitueraient la base requise pour créer un mécanisme durable d'identification des activités dangereuses.

5. Les activités futures en préparation

54. Les activités ci-après étaient en préparation au moment de la soumission du présent document:

a) Projet de développement de la législation pour la Géorgie. On attend de ce projet qu'il permette d'évaluer la législation nationale en vigueur en matière de prévention des accidents industriels; de recenser les lacunes; et d'élaborer un plan d'action pour les combler. Le projet doit être lancé au second semestre de 2010;

b) Session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses pour l'Azerbaïdjan. C'est l'Azerbaïdjan qui a demandé que soit organisée cette session de formation, à la suite de la session de formation à l'identification des activités dangereuses tenue à Minsk en 2008. On espère qu'elle donnera aux experts et inspecteurs nationaux les moyens de former leurs collègues à l'identification des activités dangereuses et qu'elle aboutira à la création d'un mécanisme durable d'identification des activités dangereuses. Le Bureau a approuvé la session de formation, qui doit normalement se tenir fin octobre 2010;

c) Deuxième phase du projet sur l'évaluation des rapports de sécurité. Suite à la demande de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Serbie, le Bureau a approuvé l'organisation de la seconde phase du projet. Le résultat attendu est de pouvoir examiner et concevoir des mécanismes d'inspection utilisables par les pays pour organiser des inspections des installations dangereuses. Ces mécanismes seront établis après évaluation d'un rapport de sécurité et en utilisant la liste de contrôle finalisée après la première phase du projet. Cette phase doit être mise en œuvre au début de 2011;

d) Projet destiné à aider les pays à appliquer les indicateurs et les critères qui leur permettront d'évaluer eux-mêmes l'application de la Convention. Le projet sera exécuté au début de 2011;

e) Projet concernant le delta du Danube. Après avoir participé à l'atelier final du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie et portant sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant des déversements de substances dangereuses dans le Danube, les experts de la République de Moldova ont déterminé qu'il était nécessaire d'organiser un projet similaire en coopération avec la Roumanie et l'Ukraine voisines. Les résultats attendus de ce projet sont, entre autres: i) l'identification des besoins en vue du renforcement et éventuellement de l'harmonisation des procédures de gestion des risques; ii) l'examen et, éventuellement, la révision des normes de sécurité dans les principales installations dangereuses; iii) l'élaboration d'un projet de directives concernant la sécurité pour les terminaux pétroliers; iv) les préparatifs en vue de la conclusion d'accords bi ou trilatéraux concernant la gestion des risques et des crises;

v) l'examen et, éventuellement, la révision de la compatibilité des plans d'urgence hors site; vi) la conception de modèles pour améliorer la gestion des crises pour les pays participants au projet; et vii) le renforcement de la coopération entre les autorités compétentes et les exploitants des principales installations industrielles.

B. Indicateurs et critères utilisables dans la mise en œuvre de l'approche stratégique pour le Programme d'aide

55. L'approche stratégique pour le Programme d'aide (ECE/CP.TEIA/2008/5) a été adoptée à la cinquième réunion de la Conférence des Parties. La Conférence des Parties a chargé le Bureau d'élaborer des indicateurs et des critères permettant aux pays participant au Programme d'aide de mesurer eux-mêmes les progrès accomplis et de concevoir pour ces pays un formulaire pour la collecte des données voulues dans le cadre du mécanisme par étapes/cycles de l'approche stratégique (ECE/CP.TEIA/19, par. 50 c)).

56. Le Bureau, avec l'aide du Groupe de travail de l'application, a élaboré des indicateurs et des critères en vue de la mise en œuvre de l'approche stratégique en fonction des domaines de travail, de même qu'un formulaire pour la collecte des données voulues par les pays devant permettre de déterminer les domaines où une aide était nécessaire (autrement dit les «repères pour l'application de la Convention» (ECE/CP.TEIA/2010/6), évoqués plus haut).

57. Si les indicateurs et critères, tels qu'ils ont été présentés par le Bureau, étaient adoptés par la Conférence des Parties, ils devraient obligatoirement être utilisés par les pays participant au Programme d'aide. Les repères pourraient également être un outil utile pour toutes les Parties lorsqu'elles rendent compte de l'application de la Convention.

C. Résultats de la phase d'exécution

58. Comme il a déjà été indiqué, l'organisation des activités pendant la phase d'exécution au cours de l'exercice biennal 2009-2010 a été très différente de ce qu'elle était au cours de l'exercice précédent en ce que les activités étaient organisées en fonction des demandes des pays. La seule exception à cette nouvelle tendance a été la session de formation à une approche intégrée de la prévention des risques majeurs.

59. Dans bien des cas, les besoins d'aide ont pu être identifiés compte tenu de la participation aux activités d'assistance antérieures.

60. L'échange des résultats et des données d'expérience fait partie intégrante du Programme d'aide, comme en témoigne l'atelier final organisé dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie et portant sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant les déversement de substances dangereuses dans le Danube, auquel d'autres pays étaient invités.

Nombre d'activités demandées dans le cadre du Programme d'aide, 2009-2010

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'activités demandées</i>
Croatie	2
République de Moldova	2
Serbie	2
Ex-République yougoslave de Macédoine	2
Azerbaïdjan*	1

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'activités demandées</i>
Bulgarie	1
Géorgie	1
Roumanie	1

* L'activité concernant l'Azerbaïdjan n'était pas encore organisée au moment de la rédaction du présent document.

61. Grâce aux activités d'aide, les pays participant au Programme d'aide ont été en mesure de renforcer leurs capacités dans les domaines de la prévention et de la préparation aux accidents industriels susceptibles d'avoir des effets transfrontières. Les projets ont aussi aidé les pays à mettre en place le cadre de travail requis au niveau national.

62. Les activités d'aide étaient variées et ont permis d'obtenir des résultats différents. D'une part, elles ont fourni des informations concrètes et des outils immédiatement utilisables par les pays – par exemple les directives nationales pour l'identification des activités dangereuses ou la liste de contrôle pour l'évaluation des rapports de sécurité. D'autre part, elles ont constitué le point de départ d'actions de suivi pouvant être entreprises par les pays après identification des obstacles à la mise en œuvre de telle ou telle disposition de la Convention – par exemple la nécessité de développer la coopération transfrontière entre les pays voisins participant au projet concernant le Danube.

63. Les directives relatives à l'utilisation des repères constitueraient, si elles étaient adoptées, un instrument utile pour procéder à une auto-évaluation et pour examiner les progrès accomplis dans l'application de la Convention et elles permettraient aussi de déterminer les autres besoins d'aide en fonction de l'approche stratégique. Par conséquent, comme il est plus facile d'identifier les besoins d'aide, on s'attend à ce que le nombre de pays qui demandent l'organisation d'activités soit plus important que celui enregistré jusqu'ici.

Annexe

Ressources allouées au Programme d'aide au cours de la période 2009-2010

1. La mise en œuvre des activités de la phase préparatoire et de la phase d'exécution a exigé des ressources humaines et financières, qui ont été fournies par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, les contributions financières extrabudgétaires de pays d'Europe centrale et occidentale parties à la Convention et des contributions en nature.

A. Contributions financières et en nature pour l'exercice biennal 2009-2010

Tableau 1

Contributions financières et contributions en nature sur la période 2009-2010

<i>Pays ou organisme donateur</i>	<i>Contributions financières (en dollars É.-U.)</i>	<i>Contributions en nature</i>
Allemagne	60 241	Services d'experts et frais de voyage pour: a) la formation à la prévention des risques majeurs; b) la session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité; c) les visites effectuées en République de Moldova, Roumanie et Ukraine pour débattre de l'organisation du projet concernant le delta du Danube.
Bulgarie		– Organisation de: a) l'atelier final pour le projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie; b) la réunion préalable à la session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité.
Croatie		– Services d'experts et frais de voyage pour l'exercice sur le terrain dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.
Ex-République yougoslave de Macédoine		– Organisation de la session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses (aide financière pour la réunion).
Hongrie		– Services d'experts pour la mission de sensibilisation en Albanie.
Italie	136 054	Services d'experts et frais de voyage pour: a) les missions de sensibilisation en Albanie et en Bosnie-Herzégovine; b) les missions au Kirghizistan et au Tadjikistan; et c) les réunions du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.
Norvège	16 102	

<i>Pays ou organisme donateur</i>	<i>Contributions financières (en dollars É.-U.)</i>	<i>Contributions en nature</i>
Pays-Bas	63 939	Services d'experts et frais de voyage pour: a) la mission au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan; b) l'exercice sur le terrain dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie; et c) les visites effectuées en République de Moldova, Roumanie et Ukraine pour débattre de l'organisation du projet concernant le delta du Danube.
Pologne		– Services d'experts et frais de voyage pour: a) la session de formation à la prévention des risques majeurs; b) l'exercice sur le terrain dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.
République de Moldova		– Organisation de la session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses (aide financière pour la réunion).
République tchèque		– Accueil de la formation à la prévention des risques majeurs et services d'experts.
Roumanie		– Organisation de: a) la réunion préalable pour le projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie; b) l'atelier technique pour le projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie (aide financière pour la réunion).
Royaume-Uni		– Services d'experts et frais de voyage pour la mission de sensibilisation en Bosnie-Herzégovine.
Serbie		– Organisation de: a) l'exercice sur le terrain et l'atelier dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie; b) la session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité (aide financière pour la réunion).
Slovénie		– Services d'experts et frais de voyage pour: les missions de sensibilisation en Albanie et en Bosnie-Herzégovine.
Suisse	68 681	Fourniture de ressources destinées à couvrir les coûts du Zoi Environment Network pour les travaux à mener en Asie centrale et services d'experts et frais de voyage pour la mission en Ouzbékistan.
Commission internationale pour la protection du Danube		– Services d'experts et frais de voyage pour l'atelier technique et l'exercice sur le terrain dans le cadre du projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie.

B. Coûts de la gestion du Programme d'aide au cours de l'exercice biennal 2009-2010

2. Les dépenses imputées sur le fonds d'affectation spéciale pour les activités de la phase préparatoire menées au cours de l'exercice biennal 2009-2010 couvrent l'organisation des missions de sensibilisation.

Tableau 2

Coûts des activités menées pendant la phase préparatoire du Programme d'aide sur la période 2009-2010

(En dollars des États-Unis)

<i>Activité</i>	<i>Coûts d'organisation</i>
Mission de sensibilisation en Albanie	3 415
Mission de sensibilisation en Bosnie-Herzégovine	2 077
Total	5 492

3. Les coûts de la phase d'exécution sur la période 2009-2010 couvrent l'organisation des activités d'aide, notamment: a) les services pour les réunions (salles de réunion, interprétation, etc.); b) l'aide financière aux participants des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale ainsi que de l'Europe du Sud-Est aux activités (si elle n'était pas comprise dans les contributions en nature); et c) le recrutement d'experts pour les activités organisées (s'il n'était pas compris dans les contributions en nature). Des ressources ont également été utilisées pour la phase préparatoire, l'établissement du nouveau rapport de mise en œuvre, l'élaboration de la stratégie à long terme pour la Convention et l'élaboration des indicateurs et critères pour la mise en œuvre de l'approche stratégique.

Tableau 3

Coûts des activités menées pendant la phase d'exécution du Programme

(En dollars des États-Unis)

<i>Activité</i>	<i>Coûts d'organisation</i>
Session de formation à une approche intégrée de la prévention des risques majeurs	57 245
Projet intéressant la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie	119 434
Session de formation à l'évaluation des rapports de sécurité	60 629
Session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses pour la République de Moldova	12 087
Session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses pour l'ex-République yougoslave de Macédoine	11 674
Total	261 069

4. Les coûts de la gestion du programme ont été imputés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Les dépenses d'appui au programme de janvier 2009 à août 2010 (188 896 dollars É.-U. environ) ont été couvertes par le Fonds d'affectation spéciale de la Convention.